

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
Z.A de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 09/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REMONDIS FRANCE SAS

ZAC Les Vallées
rue de Bruxelles
60110 Amblainville

Références : IC-R/481/25-CB/MC
Code AIOT : 0005106531

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement REMONDIS FRANCE SAS implanté ZAC Les Vallées rue de Bruxelles 60110 Amblainville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMONDIS FRANCE SAS
- ZAC Les Vallées rue de Bruxelles 60110 Amblainville
- Code AIOT : 0005106531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REMONDIS FRANCE est spécialisée dans la collecte, le stockage, le traitement de certains déchets de l'industrie photographique et médicale (bains photographiques, films argentiques, radiographies médicales...) et l'expédition en centre spécialisé de valorisation ou d'incinération.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MTD traitement physico-chimique des déchets à valeur calorifique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.4 - IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Stockage des aérosols et des déchets inflammables	Arrêté Préfectoral du 08/03/2013, article 5.1.7.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
3	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/03/2013, article 5.1.11	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Auto surveillance	AP Complémentaire du 03/04/2024, article 7	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 03/04/2024, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater 2 non conformités : une pour une évolution de la réglementation non prise en compte par l'exploitant, l'autre pour une modification d'organisation de stockage non portée à la connaissance du préfet.

Il est demandé à l'exploitant de rectifier la situation sous 2 mois.

Il est demandé à l'exploitant d'apporter, sous 3 mois, les justificatifs demandés pour la non mise en

œuvre du capotage de son broyeur de déchet pour des raisons de sécurité ainsi que les éléments montrant que le stockage actuel des aérosols en extérieur ne présente aucun risque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD traitement physico-chimique des déchets à valeur calorifique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.4 - IV			
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des déchets à valeur calorifique			
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant confine, collecte et traite ses émissions conformément au d du VI de l'annexe 3.1 :</p>			
d	Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses	Cela inclut des techniques telles que :- le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (b a n d e s transporteuses, par exemple) ;- le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ;- la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes	L'utilisation de bâtiments fermés ou d'équipements capotés peut être limitée par des considérations de sécurité, telles que le risque d'explosion ou d'appauvrissement en oxygène. Cette technique peut aussi être difficile à mettre en place en raison du volume des déchets.

		de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.	
--	--	--	--

Constats :

Constat de l'inspection du 17/10/2024 :

Lors de cette inspection, l'exploitant avait justifié de l'impossibilité technique de la mise en place des MTD en raison de contraintes techniques et opérationnelles.

Il avait alors été demandé à l'exploitant d'étudier la possibilité de capoter le broyeur de déchets à valeur calorifique afin de collecter et acheminer les émissions directement associées à l'opération de broyage vers un système de traitement dédié.

L'exploitant a alors indiqué par courrier daté du 07/04/2025 avoir engagé une étude auprès d'un bureau d'études pour effectuer des mesures du milieu Air.

Constat de l'inspection du 29/10/2025 :

L'exploitant a indiqué que l'étude était en cours de finalisation.

L'exploitant a toutefois indiqué que, hormis des contraintes techniques et opérationnelles, le fait de capoter la trémie accentue le risque incendie et la fermeture du bâtiment accentue le risque ATEX.

L'exploitant a indiqué que l'étude sera communiquée à l'inspection pour fin 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif : L'exploitant transmettra l'étude indiquant l'impossibilité de mise en place du capotage de son broyeur de déchets à valeur calorifique pour des considérations de sécurité, sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Stockage des aérosols et des déchets inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2013, article 5.1.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation de stockage

Prescription contrôlée :

Le stockage des aérosols, des récipients sous pression et des déchets inflammables se fait dans un local dit "local ATEX". Ce local dispose de murs coupe feu de degré 2 heures (REI 120) et d'une

ventilation en partie haute et basse de façon à empêcher toute accumulation de gaz et vapeurs inflammables.

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué que les déchets inflammables ne sont pas entreposés dans ce local, mais à l'extérieur dans un espace dédié.

L'inspection s'est rendu dans le local de stockage des aérosols.

L'inspection a constaté que le local est isolé de tout autre bâtiment et son entrée comporte la signalétique de risque d'explosion. Il est fermé par une porte et un grillage tous deux coulissants et dispose d'une ventilation naturelle ainsi que d'un détecteur de gaz.

L'inspection a constaté que différents types de récipients sous pression y sont entreposés, notamment des flacons pressurés pour les usages médicaux ainsi que d'autres bombonnes et extincteurs vides. Certains sont soumis à la réglementation ADR, d'autres non.

Après l'inspection, l'exploitant a transmis par mail à l'inspection les éléments permettant de démontrer que les murs du local sont coupe-feu 2h, ainsi que le rapport de vérification de la porte de ce local, réalisé par la société LEBOULANGER SECURITE le 04/04/2025, indiquant un fonctionnement correct.

L'exploitant a indiqué qu'il stocke également des aérosols à l'extérieur. Ces aérosols sont stockés dans des conteneurs spécialisés de type "ASP". L'inspection a constaté la présence d'environ une dizaine de ces cuves à l'extérieur à proximité du local décrit précédemment.

L'exploitant a expliqué que :

- Les containers ASP sont des containers sécurisés qui sont mis en place avec un exutoire afin de remplir au fur et à mesure des réceptions d'aérosols sur le site. Une fois les containers pleins, ils sont échangés par des vides afin qu'il puisse les remplir de nouveaux.
- Les containers ASP résistent aux chocs, sont conçus de façon à éviter les égouttures et sont aérés afin d'empêcher toute accumulation de gaz.

Non conformité : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet la modification des conditions de stockage des aérosols et des déchets inflammables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de déposer un porter à connaissance de la modification des dispositions de stockage des aérosols et des déchets inflammables avec tous les éléments d'appréciation, sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2013, article 5.1.11
Thème(s) : Risques accidentels, Registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées toutes les quantités de déchets entrant et sortant du site, conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 juillet 2005 précité. Ce registre permet de suivre la gestion d'un déchet entrant dans les installations : depuis l'aire de réception jusqu'à son expédition.</p> <p>Le registre des déchets contient a minima les informations suivantes :</p> <p><u>1. Réception :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception des déchets, - le nom et l'adresse du détenteur des déchets entrants, - le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets entrants, - le numéro du certificat d'acceptation préalable délivré par l'installation, - la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R 541-8 du Code de l'Environnement), - le nom, l'adresse du transporteur des déchets et le cas échéant, son numéro de récépissé conformément à l'article R 541-51 du Code de l'Environnement, <p><u>2. Gestion des déchets dans l'installation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'opération subie par les déchets dans l'installation (code, description éventuelle de l'opération avec référence des cuves de stockage, ...), - la référence des lots de déchets correspondants en cas de tri et/ou de regroupement des déchets dans l'installation. <p><u>3. Expédition</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition des déchets ou des lots correspondants, - le nom et l'adresse du destinataire (et numéro du certificat d'acceptation préalable délivré par l'installation de destination), - le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets sortants, - la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R 541-8 du Code de l'Environnement), - le nom, l'adresse du transporteur des déchets et le cas échéant, son numéro de récépissé conformément à l'article R 541-51 du Code de l'Environnement, - l'opération de traitement qui va être opérée (indication du code de l'opération). <p>Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté une extraction de son registre des stocks.</p>

Son registre des stocks est composé de 2 fichiers : les entrants "RE - Registre des entrées" et les sortants "RE - Registre expédition".

L'inspection a procédé à la vérification de l'exhaustivité du contenu de ceux-ci par rapport à la prescription de l'arrêté d'autorisation.

L'inspection a constaté que le fichier "RE - Registre des entrées" comporte l'ensemble des éléments demandés par le point 1 de la prescription.

L'inspection a constaté que le fichier "RE - Registre expédition" comporte l'ensemble des éléments demandés par le point 3 de la prescription.

Concernant la gestion des déchets dans l'établissement (point 2. de la prescription) :

L'exploitant a indiqué ne pas posséder de registre particulier contenant les informations demandées à ce point.

Cependant, l'opération subie par les déchets dans l'installation est mentionnée dans le registre "RE - Registre des entrées" à la colonne V.

L'inspection soulève toutefois que le contenu de la prescription ici demandé a été défini conformément à l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres de déchets. **Or cet arrêté a été abrogé par l'arrêté du 27 juillet 2012 modifiant différents arrêtés relatifs au traitement de déchets.**

Le texte en vigueur encadrant le contenu des registres de déchets est actuellement l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

L'inspection a analysé le contenu des registres des entrées et sortie avec les éléments demandés dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Certains éléments sont manquants, notamment

- La présence de POP ou non ;
- les éléments demandés dans le cas de transferts transfrontaliers.

De plus, les codes déchets correspondants aux déchets entrants ou sortants doivent être conformes à la codification européenne des déchets mentionnée à l'article R. 541-7 du code de l'environnement, selon la nomenclature annexée à la décision européenne 2000/532/CE dans sa dernière version en vigueur. En effet, ceux indiqués dans les registres actuels ne comportent pas les astérisques permettant d'identifier le caractère dangereux ou non des déchets, et donc si ces flux relèvent d'une traçabilité via Trackdéchets ou via les registres internes.

Les flux de déchets tracés via l'outil Trackdéchets respectent par défaut les dispositions de l'arrêté du 31 mai 2021. Toutefois, les flux de déchets non tracés via cet outil, en particulier les flux de déchets non dangereux pour lesquels il n'existe pas d'obligation réglementaire d'utiliser Trackdéchets, doivent faire l'objet d'un registre comprenant l'ensemble des informations requises par l'arrêté du 31 mai 2021.

Non conformité : concernant les flux de déchets non tracés via Trackdéchets, les registres internes ne comportent pas toutes les informations demandées dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 qui encadre actuellement le contenu des registres déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de modifier ses registres de déchets, a minima pour les flux de déchets non tracés via Trackdéchets, avec les informations demandées dans l'arrêté ministériel en vigueur, sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Auto surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2024, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux industrielles
Prescription contrôlée : a) Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : - pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C. b) Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO : - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l. Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

c) Polluants spécifiques :

- indice phénols : 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ;
- AOx : 5 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j ;
- arsenic : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;
- métaux totaux : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

d) Substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement :

- anthracène : 1,5 mg/l ;
- benzène : 1,5 mg/l ;
- biphényle : 1,5 mg/l ;
- cadmium et ses composés : 0,2 mg/l ;
- dichlorométhane : 1,5 mg/l ;
- éthylbenzène : 1,5 mg/l ;
- naphtalène : 1,5 mg/l ;
- toluène : 4 mg/l ;
- xylènes : 1,5 mg/l.

Les valeurs limites du présent point sont respectées en moyenne journalière. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration fixée par la présente annexe.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport du 30/09/2025 du laboratoire IANESCO pour l'analyse du rejet des eaux résiduaires, ainsi qu'un fichier renseignant les différents flux par paramètre pour le même prélèvement.

Le rapport indique que les prélèvements ont été réalisés du 2 au 3 septembre 2025.

Pour certains paramètres, notamment les MES, la DCO, la DBO₅ et les polluants spécifiques, les valeurs limites de rejet ne s'appliquent que lorsque le flux journalier dépasse les seuils correspondants indiqués dans l'arrêté préfectoral complémentaire.

L'analyse des résultats selon les différentes catégories de paramètres indiquées dans l'article 7 est la suivante :

a) L'inspection a constaté que, les valeurs de pH et de températures sont conformes.

b) Les flux mesurés pour les paramètres concernés sont inférieurs aux seuils déclenchant

<p>l'application des valeurs limites correspondantes.</p> <p>c) Les flux mesurés pour les paramètres concernés sont inférieurs aux seuils déclenchant l'application des valeurs limites correspondantes.</p> <p>d) L'inspection a constaté que les valeurs mesurées pour les substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement sont conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2024, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - a minima quatre poteaux d'incendie, alimentés à partir du réseau public, localisés sur le site dont le débit est soit de 60 m³/h au minimum en fonctionnement simultané à une pression minimale d'un bar, soit de 180 m³/h sur trois poteaux ; - une réserve d'émulseur, dont le volume est a minima d'un mètre cube, à disposition des services de secours ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation et sur les aires extérieures, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...] ; - de robinets d'incendie armés (RIA) alimentés à partir du réseau d'eau, composés de tuyaux de diamètre DN 33 cm et d'une longueur de 30 m répartis sur l'ensemble du site. [...] ; - d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. <p>Tous ces moyens de secours sont vérifiés et entretenus périodiquement. L'exploitant note toutes les vérifications des moyens définis ci-dessus dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport (n°2508-002347P01) des vérifications annuelles des poteaux incendie, robinets incendie armés et des extincteurs, réalisées du 17/09/2025 au 19/09/2025 par la société FRANCE EXTINCTEUR.</p> <p>Concernant les poteaux incendie, le rapport indique que 4 poteaux ont été testés et qu'ils sont accessibles et en bon état. Le rapport indique les résultats des essais dynamiques à 1 bar :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poteau n°1 : débit à 244 m³/h - Poteau n°2 : débit à 231 m³/h - Poteau n°3 : débit à 210 m³/h - Poteau n°4 : débit à 213 m³/h <p>Chaque poteau a unitairement un débit supérieur à 180 m³/h.</p> <p>Concernant les RIA, le rapport indique que 11 RIA de DN 30 et de longueur 30 mètres ont été</p>

vérifiés.

Le rapport indique un état général satisfaisant pour l'ensemble des RIA, sauf pour 4 d'entre eux (n°3, 4, 5 et 6) indiqués comme "à surveiller" en raison d'une "fuite col de cygne". Face à ce constat, l'exploitant a expliqué que cette défaillance n'entrave pas le bon fonctionnement des équipements, que la fuite se manifeste sous forme de gouttes une fois que l'appareil n'est plus en fonction et que l'eau n'est plus sous pression.

Concernant les extincteurs, le rapport indique que 51 extincteurs ont été vérifiés. Certains présentent des observations tels que la nécessité de remettre en place le panneau d'identification ou encore le remplacement en cas d'appareil de plus de 10 ans (pour l'extincteur n°9 dans le hall 2 uniquement).

L'exploitant a indiqué avoir remplacé les panneaux signalés dans le rapport.

Pour l'extincteur n°9, l'exploitant a transmis le devis n° 555P01 signé le 30/09/2025 ainsi que la facture (FA 004163 du 03/10/2025 pour la livraison et la pose de 2 extincteurs (remplacement de celui de plus de 10 ans et mise en place d'un extincteur portatif au niveau du local technique) par FRANCE EXTINCTEUR.

L'exploitant a transmis le registre de sécurité qui mentionne que la vérification annuelle des différents systèmes de sécurité incendie (dont extincteurs, RIA et poteaux incendie) a eu lieu le 19/09/2025. Le registre indique également que le remplacement des 2 extincteurs a eu lieu le 02/10/2025.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence :

- d'une réserve d'émulseur sous forme d'un IBC de 1 m3, étiqueté "UNISERIAL F3 AR 3/6 Emulseur Polyvalent Sans fluor". Cet IBC est plein.

- d'une réserve de sable de plus de 100 litres (contenant d'environ 1 m3 quasiment plein).

L'inspection a constaté que cette réserve n'était pas équipée de pelles comme demandé dans l'arrêté. L'exploitant a indiqué que, bien que des pelles soient présentes dans les kits anti déversements présents à proximité de ce stockage, il équipera la réserve suite à l'inspection. L'inspection a toutefois constaté qu'aucune indication ne permet d'identifier ce contenant comme une réserve de sable.

Par mail le 04/11/2025, l'exploitant a indiqué avoir procédé à la mise en place de pelles et d'affichage pour le bac de sable et l'IBC d'émulseur (photos à l'appui).

L'inspection a procédé par sondage au contrôle des extincteurs et des RIA.

L'inspection a constaté que l'extincteur n°24 est bien visible et est facilement accessible. Il mentionne sur son étiquette une vérification le 17/09/2025 (la vérification précédente avait eu lieu le 04/09/2024). Cet extincteur faisait parti de ceux dont le panneau était indiqué en

observation dans le rapport. L'inspection a constaté qu'il était bien en place.

L'inspection a également constaté, par sondage, que le RIA n°8 mentionne sur son étiquette une vérification le 18/09/2025 (la vérification précédente avait eu lieu le 06/09/2024).

L'exploitant a indiqué disposer, en plus, d'une cuve de 1 500 litres d'émulseur dans son local incendie. Il explique qu'en cas de détection d'une anomalie par la caméra thermique installée dans l'atelier adjacent, un canon d'extinction automatique se déclenche, sauf en cas d'annulation manuelle de son activation. Le canon est alimenté par cette réserve d'émulseur.

Observation : la prescription sera complétée à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire afin d'inclure l'ensemble des éléments de défense incendie présents sur le site, notamment la cuve d'émulseur présente dans le local incendie.

Type de suites proposées : Sans suite